



VICE-PRESIDENCE,
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DU BUDGET,
DE LA FONCTION PUBLIQUE,
*chargé des entreprises et de l'industrie,
de la promotion des exportations
et de la lutte contre la vie chère*

DIRECTION GÉNÉRALE
DES RESSOURCES HUMAINES
.....

**EXAMEN PROFESSIONNEL POUR L'ACCÈS AU GRADE
DE CONSEILLER DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE
LA FONCTION PUBLIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
AU TITRE DE L'ANNÉE 2012**

**ÉPREUVE N° 1 : Rédaction d'une note ou d'un rapport à partir de
documents écrits**

**Jeudi 5 septembre 2013
(durée : 4 heures ; coefficient 2)**

Le sujet comporte 210 pages (page de garde incluse).

**EXAMEN PROFESSIONNEL D'ACCES AU GRADE DE
CONSEILLER DES SERVICES ADMINISTRATIFS**

DUREE : 4 HEURES – COEFFICIENT : 2

- Nature de l'épreuve d'admissibilité (arr. n°1813/CM du 11 décembre 2008) : Rédaction
d'une note ou d'un rapport à partir de documents écrits -

Vous êtes conseiller technique auprès du ministre en charge de l'aménagement du territoire. Or, le Président de la Polynésie française a décidé de confier l'exécution d'un certain nombre des missions dévolues à la collectivité d'outre-mer, en matière d'aménagement, à des entreprises privées selon des modalités diverses.

A cet effet, le gouvernement a élaboré un projet de « loi du pays » portant mesures d'urgence en faveur de la relance du bâtiment et des travaux publics qui autorise le recours au partenariat public-privé dans le domaine de l'aménagement.

Il vous est demandé de préparer une note présentant les divers types de contrat de partenariat public-privé, leur régime juridique et leurs caractéristiques propres. Vous préciserez les avantages et les inconvénients de chacun de ces dispositifs eu égard, notamment, aux risques pour chacune des parties.

Nota :

- 1/ Les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies*
- 2/ Les feuilles de brouillon ne seront pas prises en compte*

LISTE DES DOCUMENTS

- Document n° 1** - Loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française
- Document n° 2** - Constitution du 4 octobre 1958 et bloc de constitutionnalité
- Document n° 3** - Projet de « loi du pays » portant mesures d'urgence en faveur de la relance du bâtiment et des travaux publics (7 p.)
- Document n° 4** - Conseil d'Etat, 7 novembre 2012, n° 360252 (4 p.)
- Document n° 5** - Conseil constitutionnel, 26 juin 2003, Loi habilitant le gouvernement à simplifier le droit, n° 2003-473 DC (7 p.)
- Document n° 6** - Conseil constitutionnel, 2 décembre 2004, Loi de simplification du droit, n° 2004-506 DC (7 p.)
- Document n° 7** - Conseil constitutionnel, 24 juillet 2008, Loi relative aux contrats de partenariat, n° 2008-567 DC (11 p.)
- Document n° 8** - Conseil constitutionnel, 12 février 2009, Loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés, n° 2009-575 DC (4 p.)
- Document n° 9** - Crédit-bail immobilier : quel juge pour le « ménage à trois » ? (La Semaine Juridique Administrations et Coll. terr. n° 27, 30 Juin 2008, 2166) (4 p.)
- Document n° 10** - Jurisclasseur - Contrats et marchés publics - Fasc. 646 Partenariats Public-Privé (partie III – Le contrat de partenariat Extraits :16 p.)
- Document n° 11** - Partenariats Public-Privé : histoire d'un équilibre incertain (La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 51, 19 décembre 2011, 2393) (5 p.)
- Document n° 12** - Regard critique d'un praticien sur le projet de loi relatif aux contrats de partenariat (La Semaine Juridique Administrations et Coll. terr. n° 10, 3 mars 2008) (4 p.)
- Document n° 13** - PPP et PFI : Les 5 leçons de l'exemple anglais (La Gazette n°1753 du 23 août 2004) (3 p.)
- Document n° 14** - Contrat de partenariat Public/Privé : comment anticiper les risques – Le Moniteur du 21 janvier 2005 - p. 78 (2 p.)
- Document n° 15** - Le secteur privé se lance dans l'aménagement urbain - Le Moniteur 25 mars 2005 - p. 72 (4 p.)